

22 ET 26 MAI PUBLIC / PRIVÉ UNIS POUR STOPPER LA REGRESSION SOCIALE

Afin de satisfaire toujours plus le patronat, le gouvernement veut "offrir" nos Services Publics, notre Sécurité Sociale aux grandes entreprises capitalistes pour faire toujours plus de profits, au détriment de nos emplois, de nos salaires, de nos statuts, de nos conditions de travail et de vie. Gouvernement et patronat déroulent leur plan de casse de notre modèle social et s'attaquent à l'ensemble du monde du travail :

- démantèlement des Services Publics et de la Fonction Publique (État, Hospitalière, Territoriale),
- destruction du droit du travail, des CONVENTIONS COLLECTIVES ET DES STATUTS,
- privatisation d'entreprises qui appartiennent à la nation telle la SNCF,
- désindustrialisation de notre département...
- remise en cause du financement de notre Sécurité Sociale solidaire (maladie, retraite, chômage),

Après les attaques de France Telecoms, EDF, La Poste, le gouvernement s'attaque à la privatisation de la SNCF en suivant les préconisations de la Commission Européenne et remet en cause le statut des Cheminots, avant de s'attaquer à celui des fonctionnaires.

LES TRAVAILLEURS N'ONT JAMAIS CRÉÉ AUTANT DE RICHESSES POURTANT...

Les entreprises du CAC 40 reversent **67%** de leurs bénéfices aux **actionnaires** et **5%** aux **salariés** tout en empochant chaque année **220 milliards** d'euros d'argent public. "*l'ensemble des travailleurs du CAC40 dans le monde auraient pu voir leurs revenus augmenter en moyenne d'au moins 14.000 euros sur la période, soit plus de 2.000 euros par an et par employé*", peut-on lire dans le rapport Oxfam.

**VOUS LE VOYEZ : LES MOYENS FINANCIERS EXISTENT POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION. EXIGEONS UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES !
LES 22 ET 26 MAI, TOUS ENSEMBLE, UNIS ET DÉTERMINÉS,
ARRÊTONS-LES ET IMPOSONS NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ !**

- retrait des réformes et des restructurations annoncées : SNCF, Fonction Publique, Universités,
- abrogation des lois qui remettent en cause les garanties collectives,
- augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux, des revenus de remplacement, le SMIC à 1 800 €,
- passage aux 32 H avec maintien de salaire,
- égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- maintien et développement de nos atouts industriels,
- un financement des Services Publics permettant d'assurer leurs missions au service de l'intérêt des populations en garantissant à tous, le droit élémentaire de se soigner, de se loger, de s'éduquer...
- financement de la Sécurité Sociale (maladie, famille, retraite, chômage,) basé sur les cotisations, par la mise à contribution des revenus du capital et non sur l'impôt (suppression de la CSG).

**PUBLIC / PRIVÉ TOUS EN GREVE
MARDI 22 ET SAMEDI 26 MAI
ET EN MANIFESTATION
14 H 30 PORTE DE PARIS - LILLE**